

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie et Irak, le crépuscule
des djihadistes ? Et un dernier mot Castro

A quoi ressembleront la Syrie et l'Irak quand tout sera fini ? Le dernier réduit djihadiste situé dans l'est d'Alep est en train de tomber : depuis dimanche, l'un après l'autre, les quartiers situés dans cette partie de la ville sont passés sous le contrôle de l'armée syrienne, à l'exception de Cheikh Fares pris par les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Plus à l'est, les Forces démocratiques syriennes (FDS, alliance arabo-kurde), soutenues par Washington, se préparent à lancer l'assaut contre Raqqa, le fief du calife autoproclamé Aboubakr Al-Baghdadi. A Mossoul, en Irak, l'étau se resserre autour de Daesh.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

L'époque – c'était le 6 août dernier — où les insurgés syriens menés par Fatah Al-Cham (ex-Nosra, filiale syrienne d'Al-Qaïda), réarmés par les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, avaient réussi à briser momentanément le siège des quartiers Est d'Alep, semble bien loin. Fatah Al-Cham, associé aux islamistes d'Ahrar Al-Cham et de Djeich Al-Islam entre autres, tout aussi violents que Daesh, se préparaient, affirmait-on côté américain, à une bataille décisive pour le contrôle total d'Alep. Quatre mois après, les «insurgés» syriens sont en train de lâcher pied mais le régime de Bachar aurait bien tort de crier victoire car rien n'est encore joué. Car dans un discours prononcé mardi, Tayyip Erdogan menace d'intervenir...

En effet. Si cinq ans après le début de la crise syrienne, les «rebelles» syriens, Fatah Al-Cham en tête, et leurs soutiens arabes, turcs et occidentaux, sont en train de subir leur plus grand revers depuis la chute de Homs en 2012, il n'en demeure pas moins qu'un simple regard sur la carte de la Syrie donne à voir un pays fragmenté et morcelé. L'Ouest syrien (Latakiah, Tartous, Homs, Hama, Damas, et la partie frontalière avec le Liban) est sous contrôle du régime. Dans le nord-ouest, hormis le cas d'Alep, la province d'Idlib et une partie de la frontière avec la Turquie sont contrôlées par Fatah Al-Cham et ses alliés dont des groupes de l'Armée syrienne libre (ASL). Plus au sud, excepté Deraa, la région frontalière avec la Jordanie et le Golan sous occupation israélienne sont également sous contrôle des insurgés syriens. Signalons d'ailleurs qu'Israël, qui a mis en place des hôpitaux de campagne dans cette partie du Golan occupé, pour soigner des combattants dont ceux de Fatah Al-Cham, n'hésite pas à intervenir contre l'armée syrienne dès lors que cette dernière tente de déloger les islamistes du Golan. Les insurgés syriens sont également présents dans l'arrière-pays damascène et même aux portes de la capitale. Plus au nord, ce sont les FDS qui contrôlent une partie de la région frontalière avec la Turquie et qui font face à la fois à l'armée turque et aux groupes de l'ASL soutenus par Ankara. Enfin, vers l'Irak, il y a toute cette partie du territoire syrien sous contrôle de Daesh dont la ville de Raqqa et une partie de Deir Ez-Zor.

A quelques nuances près, il en va de même en Irak où les regards braqués sur la bataille de Mossoul masquent ce qui se trame par derrière. En effet, alors que l'armée irakienne tente de déloger Daesh de Mossoul, les Peshmergas kurdes de Barzani, théoriquement alliés de Baghdad, semblent profiter de la situation pour consolider leurs positions au nord de Mossoul mais aussi à Kirkouk, qui était jusqu'en 2014 sous contrôle du régime irakien. Et ce, avec l'aval de la Turquie, dont les forces sont présentes en Irak, et qui peine à cacher ses ambitions territoriales : pour Tayyip Erdogan, il l'a déclaré, Mossoul appartient à la Turquie.

Une chose est sûre, au regard de cette configuration éclatée résultat de cinq ans de conflit, la Syrie et l'Irak de demain risquent de ne pas ressembler aux pays que l'on a connus avant 2011. Un nouveau partage de la région, différent de celui issu des accords Sykes-Picot de 1920, semble se dessiner avec en toile de fond des conflits à venir, et où Russes et Américains auront sans doute le dernier mot.

Pour finir, je ne reviendrai pas sur le parcours de Fidel Castro, victime de plus d'une dizaine de tentatives d'assassinat fomentés par la CIA (selon des documents déclassifiés américains). Tout ou presque a été dit sur l'homme. Sauf peut-être ceci : «Son héritage politique et intellectuel, dans la lucidité d'une saine critique sur les forces et les limites de son action, continueront à coup sûr à inspirer les militants de l'émancipation humaine. Reste en suspens d'importantes questions auxquelles l'expérience cubaine ne parvint pas à donner de réponse, notamment sur les liens entre les libertés individuelles, la libre critique et le socialisme», lit-on dans le journal *l'Humanité* de lundi dernier sous la plume de son directeur Patrick Le Hyaric.

H. Z.

CRISE AU FFS

Vers l'exclusion d'un membre
du présidium

La crise gravissime qui couve au FFS risque de connaître, après-demain samedi, un épisode clé, avec la comparution devant la commission de médiation et de règlement des conflits du parti, d'un membre de l'instance présidentielle du vieux front, rien moins que cela.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Il s'agit, en effet, de Rachid Halet, ce vieux membre du fameux groupe de Tizi-Ouzou, ayant piloté la liste du parti aux élections législatives de mai 2012. Il est reproché à ce vieux militant «d'agir contre les intérêts du parti» en témoignant à «contresens de ce que le défunt chef charismatique du front a affirmé à propos de la proposition du poste de président de la République que lui a faite le général à la retraite, Khaled Nezzar alors ministre de la Défense, en contrepartie de son soutien au coup d'Etat de janvier 1992», soutient une source très au fait de ce qui se trame au plus haut niveau du doyen des partis de l'opposition.

Selon cette dernière, ces «chefs d'inculpation» ne sont «qu'un habillage» pour cou-

vrir l'éviction de Halet auquel on reproche également sa «sortie médiatique de Tizi-Ouzou, en marge d'un meeting du parti, qui constitue l'ultime rempart contre la normalisation en cours du parti».

Pour notre source, le «groupe qui prend en otage» l'appareil du parti veut faire vite en excluant «ce membre encombrant avant la session du conseil national prévue le week-end prochain au cours de laquelle la question des élections législatives sera abordée». Autrement dit, ajoute-t-elle, ce «cabinet noir» qui agit désormais à visage découvert ne veut surtout pas que Halet soit de cette session à défaut de compromettre sa mainmise sur la commission de préparation des prochaines législatives.

Comme pour signifier que le sort du député de Tizi-ouzou



Photo : DR

Rachid Halet.

et membre du présidium du parti semble «bel et bien scellé à moins d'un revirement de situation de toute dernière minute». Un revirement qui viendrait peut-être d'un «possible arbitrage» de celui que l'on présente comme la tête pensante du parti, Mohamed-Amokrane Chérifi, qui a observé une certaine «neutralité» entre les deux camps avant de pencher quelque peu vers celui mené par le duo Laskri-Baloul.

Pour notre source, Halet, qui n'a déjà pas répondu à une précédente convocation

de cette commission de médiation et de règlement des conflits, ne se présentera pas ce samedi encore. Reste à savoir la réaction de celui-ci qui, pour le moment, se fait discret, tout comme le sénateur Moussa Tamardataza, dont les activités organiques ont été gelées pour une «histoire d'avoir fait partie d'une délégation parlementaire en France sans l'aval de la direction du parti». Une situation similaire qui concerne également un député de Béjaïa sauf que celui-ci semble bénéficier, selon toujours notre source, de «circonstances atténuantes» au vu de son «statut de fédéral de la ville des Hammadites, la plus forte des fédérations du parti».

Car pour notre source, Halet a un «argument en béton à faire valoir, lui qui a été élu sur une liste unique de cinq membres par les congressistes lors du dernier congrès, ne peut, à ce titre, être destitué que lors du prochain congrès, extraordinaire ou ordinaire, prévu celui-ci en 2018».

M. K.

PROJET DE LOI PORTANT RÉGIME
DES RETRAITES ADOPTÉLe «petit geste» du président
de la République

Comme attendu, le projet de loi qui suscite la polémique et que désapprouve l'Intersyndicale de la Fonction publique qui a entamé, pour ce faire, un large mouvement de protestation, a été adopté, hier mercredi, à l'Assemblée populaire nationale avec un léger changement apporté à la mouture présentée par le gouvernement.

Un amendement émanant du président de la République himself, comme a tenu à le préciser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, dans son allocution devant les députés. Il donne une période transitoire de deux ans, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2019, le droit de bénéficier de la pension de

retraite au profit du travailleur qui a totalisé 32 années de service effectif au moins. Un amendement qui n'a pas été pour «adouber» l'opposition parlementaire qui, dans son ensemble, a jugé «minime» cette concession, boycottant la séance du vote comme ce fut le cas pour le FFS et le FJD et votant contre, comme l'ont fait les députés du PT et de l'Alliance de l'Algérie verte. «Cette mesure touche une petite catégorie de personnes et ne répond pas aux revendications des travailleurs et des syndicats», dira Nadia Chouitem, députée et membre du bureau politique du PT, ajoutant que cette loi injuste envers les travailleurs ne règle en rien les problèmes». Ceci au moment où son collègue du MSP, Naâmane Laouar, a exprimé son regret que ce projet de loi intervienne «tardivement», puisque, selon lui, «on aurait dû annuler les dispositions de la retraite proportionnelle et

sans condition d'âge instituées en vertu de l'ordonnance 97-13 du temps de l'aïssance financière du pays».

Reste à savoir quelle sera la réaction des membres de l'Intersyndicale de la Fonction publique qui devra se réunir le 5 décembre prochain pour évaluer son mouvement de contestation de ce projet de loi à la lumière de son adoption par l'APN et cet amendement.

Un regroupement de 17 syndicats autonomes ratissant notamment les secteurs de l'éducation nationale et de la santé, qui ont initié depuis des semaines des actions de protestation contre ce projet de loi. Ainsi, n'ont-ils pas observé des grèves cycliques avant de tenir un sit-in à la Grande-Poste faute de pouvoir le faire devant le siège de l'APN, dimanche dernier, jour des débats autour justement de ce texte tant controversé.

M. K.

LÉGISLATIVES 2017

Ahd 54 annonce sa participation

C'est sans grande surprise que Ahd 54 a annoncé hier, lors d'une conférence de presse, sa participation aux élections législatives de 2017.

Son président, Ali Fawzi Rebaïne, a déclaré que parmi les propositions de son programme «l'établissement d'une nouvelle feuille de route pour épauler le gouvernement dans sa transition socioéconomique». «Si celui-ci est ouvert évidemment aux

concertations», a-t-il précisé en émettant des doutes sur ce point. Selon lui, ce n'est pas que la transformation du modèle économique mono-exportateur qu'il faudra établir. C'est toute l'organisation du pays qui est appelée à être révolue et mise à jour. Il

plaide à ce propos pour l'élaboration «d'un nouveau contrat social dans lequel on redéfinira les rapports entre les gouvernants et les gouvernés». En précisant «qu'il n'est plus possible d'avancer avec le système de gouvernance actuel».

Parlant de la diversification et des investissements étrangers, A. Rebaïne rappelle «qu'il faudra d'abord faciliter la tâche aux jeunes

entrepreneurs et opérateurs locaux avant d'aspirer à être un pays plus attractif pour les investisseurs étrangers».

Il soutient dans ce sens qu'il y a une véritable volonté politique de ne pas assainir l'économie noire ou le marché parallèle car les lobbys qui s'y développent profitent manifestement aux intérêts de certains clans de la scène politique.

N. B.